

**GABON**  
**PROJET D'APPUI A LA CIMA (CONVENTION CZZ 2198 01H)**  
**SERVICES DE SOCIETE INFORMATIQUE**  
**Manifestations d'Intérêt**

Le Secrétariat Général de la CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances) - ci-après le « client » - a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du Projet d'appui à la CIMA (CZZ 2198 01H).

Le Service du Candidat retenu aura pour objet :

- La fourniture et la mise en œuvre d'une solution web intégrée, évolutive et éprouvée, **ayant déjà été déployée avec succès** au sein d'autres institutions de supervision et de régulation du secteur de l'assurance.

La solution doit offrir une personnalisation aisée et permettre au client de disposer d'une vision en temps réel de la situation du marché des assurances, tout en servant de système d'alerte précoce.

Il est impératif que les candidats proposent une solution prête à l'emploi, les manifestations d'intérêts ne répondant pas à cette exigence seront disqualifiées d'office.

Le Secrétariat Général de la CIMA invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI) s'adresse aux entreprises informatiques fournisseurs de logiciels clés en main.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <https://www.afd.fr>.

Cet avis de manifestation d'intérêt est disponible en ligne sur les sites <https://www.cima-afrique.org> et <https://www.afd.dgmarket.com>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,

ou

- une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes de fourniture et de mise en œuvre de la solution décrite préalablement, notamment sur les **cinq** dernières années.

Le caractère similaire de ces prestations réalisées sera analysé en fonction :

- De l'expérience fonctionnelle et taille des marchés : avoir déjà réalisé une prestation similaire pour un montant d'au moins 400.000€, avoir déployé la solution sur différentes échelles (le nombre d'utilisateurs, le volume de données, l'expérience fonctionnelle) ;
- De la nature des Services : installation et déploiement de la solution proposée, personnalisation de la solution, support et maintenance de la solution, mise à jour et évolutivité, formation et transfert de compétences, migration des données, reprise de l'historique ;
- Du domaine et de l'expertise technique : solution orientée régulation et supervision du secteur des assurances, BI (Business Intelligence), workflow, BPM (Business Process Management), architecture de système et intégration à la solution proposée d'autres applications, sécurité informatique et sécurité de l'information, développement et personnalisation de logiciels, technologie WEB, traitement et analyse des données ;
- Du contexte géographique : dans la zone Afrique en général et dans la zone CIMA en particulier (Bénin, Burkina, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Equatoriale, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). La langue courante est le français.

L'objectif principal de la mise en œuvre de cette solution est de répondre aux besoins essentiels de la CIMA en matière de fiabilité, de performance et d'utilisation intensive.

Les principales fonctionnalités de la solution sont notamment :

- Soumission électronique des rapports avec des modèles standardisés et des contrôles de validation des données pour améliorer l'efficacité et l'exactitude des données.
- Capacités robustes de traitement et de stockage des données, notamment la transformation des données, le stockage centralisé et le contrôle de version avec des pistes d'audit.
- Outils avancés d'analyse et de visualisation des données pour soutenir les tâches analytiques, les tableaux de bord personnalisables et la génération de rapports dans divers formats.
- Compatibilité avec les méthodologies de supervision basées sur les règles et sur les risques, offrant des outils pour définir, surveiller, assurer la conformité et évaluer les profils de risque.
- Mesures de sécurité et de conformité solides pour garantir la confidentialité des données, la sécurité du système et le respect des exigences réglementaires en constante évolution.

Le Client examinera également la pertinence des Manifestations d'Intérêt au regard des critères suivants :

- Qualifications, certifications et expériences professionnelles des membres de l'équipe technique du candidat au regard des domaines d'expertise à mettre en œuvre ;
- Procédures d'assurance qualité et certifications du candidat : par exemple ISO 9001 (standard pour les systèmes de qualité), ISO 27001 (Management de la sécurité d'information), ISO 9126 (Logiciel- Ingénierie – qualité des produits, ou autres certifications).

Les candidats intéressés doivent fournir les preuves des récompenses et/ou reconnaissances (prix, notation, classement) reçues de l'industrie. Ils doivent également fournir des témoignages ou des avis d'utilisateurs de leur solution, issus de projets similaires réalisés au cours des cinq dernières années. Ces témoignages ou avis devraient inclure des informations sur la satisfaction des clients, la qualité et la performance de la solution, ainsi que l'efficacité du support et de la maintenance fournis. Les candidats sont encouragés à inclure des références à ces témoignages ou avis, ainsi que des extraits pertinents ou des liens vers des articles ou des publications, le cas échéant.

Le Secrétariat Général de la CIMA dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être **uniquement** envoyées par email à l'adresse [AMIPLATEFORMEprojetcima-afd@cima-afrique.org](mailto:AMIPLATEFORMEprojetcima-afd@cima-afrique.org) avec pour objet « **Projet CIMA-AFD : Appel à manifestation d'intérêt** » au plus tard le **23 juillet 2023 à 17h00 (heure locale)** :



**A l'attention de-Monsieur Blaise Abel EZO'O ENGOLO,  
Secrétaire Général de la CIMA**

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires uniquement aux adresses mentionnées ci-dessous, aux heures suivantes 9h00-17h00.

- 1. Monsieur Adolohe OUEDRAOGO**  
**adolphe.ouedraogo@cima-afrique.org**  
**+241 (0) 77 73 07 03**
- 2. Monsieur Max NINGARO GORNAYEL**  
**max.ningaro@cima-afrique.org**  
**+241 (0) 74 30 18 84**

**Annexe à la Manifestation d'Intérêt  
(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)**

**Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale**

Intitulé de l'offre ou de la proposition \_\_\_\_\_ (le "Marché")

A : \_\_\_\_\_ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement ("AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
  - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
  - 2.2 Avoir fait l'objet :
    - a) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
    - b) D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par une autorité de l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
    - c) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
  - 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
  - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;



- 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
  - 2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
  - 2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
  - 3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
  - 3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
  - 3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
  - 3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
    - a) Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
    - b) Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

- 6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- 6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- 6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- 6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
- 6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
- 6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.
7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : \_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer pour et au nom de<sup>1</sup> : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

En date du : \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.